

[Home](#) » [À la une](#) • [Actualités en Alsace et Moselle - L'Ami Hebdo](#) • [Alsace](#) • [Environnement et santé](#) • [Haute Alsace](#) » Stocamine : « L'État a menti toute ma vie »

[À la une](#) [Actualités en Alsace et Moselle - L'Ami Hebdo](#) [Alsace](#) [Environnement et santé](#) [Haute Alsace](#)

Stocamine : « L'État a menti toute ma vie »

10 février 2022 à 15h49 Rédaction | L'Ami hebdo [Aucun commentaire stocamine](#)

Ancien maire de Wittenheim et cadre aux Mines de potasse d'Alsace, Émile Adelbrecht a passé sa vie à défendre le gisement minier haut-rhinois contre ce qu'il nomme le «jacobinisme et les mensonges de la technocratie française». Aujourd'hui, à 91 ans, cet opposant de la première heure à l'enfouissement de déchets dans les galeries du Bassin potassique tient à dire ce qu'il sait et déplore. De Stocamine, notamment.



Florent Mathern / L'A.M.I.

Les coupures de presse ont jauni, mais l'œil qui les parcourt n'a rien perdu de son acuité. Un condensé de l'histoire des mines de potasse alsaciennes sous le regard, critique, de l'un de ses plus légitimes observateurs. La mémoire est là, en archives. La mémoire est là, dans la peau d'Émile Adelbrecht. Les noms, les fonctions, les dates, les chiffres, l'intéressé ne mélange rien, ne doute de rien. « **Je ne peux pas oublier. J'ai mal au cœur** », a-

t-il conclu l'un de ses nombreux courriels envoyés à notre rédaction en vue de l'entretien. Vif et percutant, le nonagénaire veut témoigner. Pas pour jouer à « l'emmerdeur [sic] », ni pour « sauver les meubles », mais pour ne pas partir sans dire ce qu'il sait. On le sent sincère, dans sa volonté de transmettre comme dans son mal-être. La fin de l'aventure minière en Alsace l'a profondément marqué, assombrissant à jamais sa perception de la démocratie française. L'interminable feuilleton Stocamine le scandalise, ravivant un peu plus à chaque épisode des souvenirs qu'il préférerait garder enterrés. Depuis son domicile de Didenheim, Émile Adelbrecht navigue à l'envi entre passé et présent. Une seconde, il est un enfant du Bassin potassique, élevé par sa tante car son restaurateur de père est décédé jeune et sa mère est ouvrière à la mine Anna. L'instant suivant, il narre sa récente rencontre avec le député Raphaël Schellenberger ou un représentant d'Alsace Nature. Les bras gesticulent en l'air, le poing tape sur la table.

Cadre des Mines pendant 33 ans

Boursier de l'évêché, puis des Mines, l'étudiant va jusqu'au doctorat en sciences économiques. Le titre de sa thèse ? Le gisement minier alsacien, pôle de développement économique avorté. Nous sommes en 1954. Les MDPA (Mines de Potasse d'Alsace) comptent encore près de 13.000 salariés et jugent l'intitulé insultant. Le jeune Adelbrecht est, pourtant, déjà en lutte : **« en 1918, l'État français a sciemment mis fin à l'exploitation du sel dans nos mines, pour se concentrer sur la potasse. Résultat, notre filière chimique ne sera pas à la hauteur et le Haut-Rhin voué à rester un pays en voie de développement économique. »** Près de sept décennies ont passé et le son de cloche n'a pas changé. **« En tant qu'Alsacien, j'estime que l'État m'a volé le gisement de sylvinite, dont les deux-tiers restent inexploités sous nos pieds et se vendraient aujourd'hui à prix d'or. »** Et, oui, le fameux chlorure de sodium a longtemps été déversé dans les eaux du Rhin...

D'abord employé au Comité d'action économique du Haut-Rhin, Emile Adelbrecht entre inéluctablement aux Mines, comme inspecteur en 1957. Il en partira retraité, en 1990, après une carrière de cadre à la direction du personnel puis en tant que chef du service formation. C'est un an plus tard qu'émerge le projet de stockage de déchets ultimes et toxiques dans la mine Joseph-Else. Stocamine est lancé, contre son gré. Celui qu'il désigne comme « l'auteur de cette catastrophe », le secrétaire général des MDPA Michel Streckdenfinger a tout de même sollicité son avis, sans en tenir compte. Utiliser les galeries potassiques comme site d'enfouissement n'a rien de novateur. Émile Adelbrecht s'y est opposé de toutes ses forces... en 1970. Il est alors maire de Wittenheim, poste occupé durant deux mandats dans les traces de son père, adjoint au maire dans l'entre-deux-guerres. Convaincue que l'ère de la potasse est révolue, l'Entreprise Minière Chimique (Ndlr, EMC, l'établissement public qui regroupait les MDPA et l'office national industriel de l'azote) souhaite rouvrir une mine pour y

entreposer des déchets. « Son directeur d'alors, Claude Cheysson (Ndlr, qui sera plus tard ministre de François Mitterrand) m'a demandé de soutenir le projet. Je ne pouvais accepter que Joseph-Else, une mine fermée à tort, soit rouverte pour devenir une poubelle. »

En résistance

À l'époque, l'élu local, qui fonde et préside le Sivom du secteur, a l'intuition que le modèle invoqué, la décharge allemande de Herfa-Neurode, n'est pas reproductible en Alsace. « **Ici, ce n'est pas le même gisement, pas la même configuration souterraine et pas le même État** », glisse-t-il en jurant qu'il disait la même chose il y a un demi-siècle. La « **technocratie française** » et son « **jacobinisme** » caractérisé par un « **mépris souverain des élus de terrain** » et des « **mensonges carabinés** » concentrent son courroux.

Et Stocamine l'incarne finalement à la perfection. La réversibilité présentée initialement comme la condition *sine qua non* à l'enfouissement dans le sous-sol de Wittelsheim ? « **Elle n'a jamais été ni garantie ni contrôlée.** » Le compromis récemment [proposé par la Collectivité européenne d'Alsace](#) ? « **Il permettra à l'État de s'en sortir. Cet État qui a menti toute ma vie. Mais l'Alsacien ne saura rien de la chape de plomb ainsi tombée sur le dossier du gisement minier alsacien, ce qui est d'ailleurs le but recherché.** »

Après une pause et une gorgée d'eau, Emile Adelbrecht repart au front. Il n'a pas été et n'est pas le seul lanceur d'alerte, loin de là. Il s'est résigné à ce que ses mots ne changent rien, depuis un moment. Mais il ne peut, ne veut pas se taire pour autant. Un instantané le travaille plus que les autres. Le 10 septembre 2002, il y a presque vingt ans. L'incendie du bloc 15, qui a mis fin à l'exploitation de Stocamine et précipité de quelques mois l'arrêt définitif de l'extraction de la potasse, tourne encore en boucle dans son cerveau hyperactif. Parmi les 1.800 tonnes de déchets contenus à cet endroit, il est « **persuadé qu'il y avait des déchets non conformes, médicaux notamment.** » On n'en saura pas davantage sur l'origine de sa conviction, peut-être les travaux de recherche de l'expert suisse Marcos Buser. « **C'est un secret d'État et ça le restera, je ne me fais pas d'illusion.** » Il cite plus volontiers certains de ses partenaires de résistance, comme l'actuel maire de Sausheim Guy Omeyer et le syndicaliste Roland Dubel. Il tient à rendre hommage au seul polytechnicien qui trouve grâce à ses yeux, Guy Delacote, qui a été son mentor en tant que directeur des MDPAs. La mobilisation contre le confinement définitif des déchets le reconforte, sans lui donner de raison d'espérer. « **Le temps passe, le souvenir des mines s'estompe et les gens vont en avoir marre d'entendre parler de ce Stocamine.** » Pour Émile Adelbrecht, en homme libre de dire tout et même ce qui dérange, le souvenir est plus vivace que jamais.